Numéro 2121 du Mercredi 16 Mars 2022 • Prix : 300 F CFA •

Le Journal des décideurs

L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

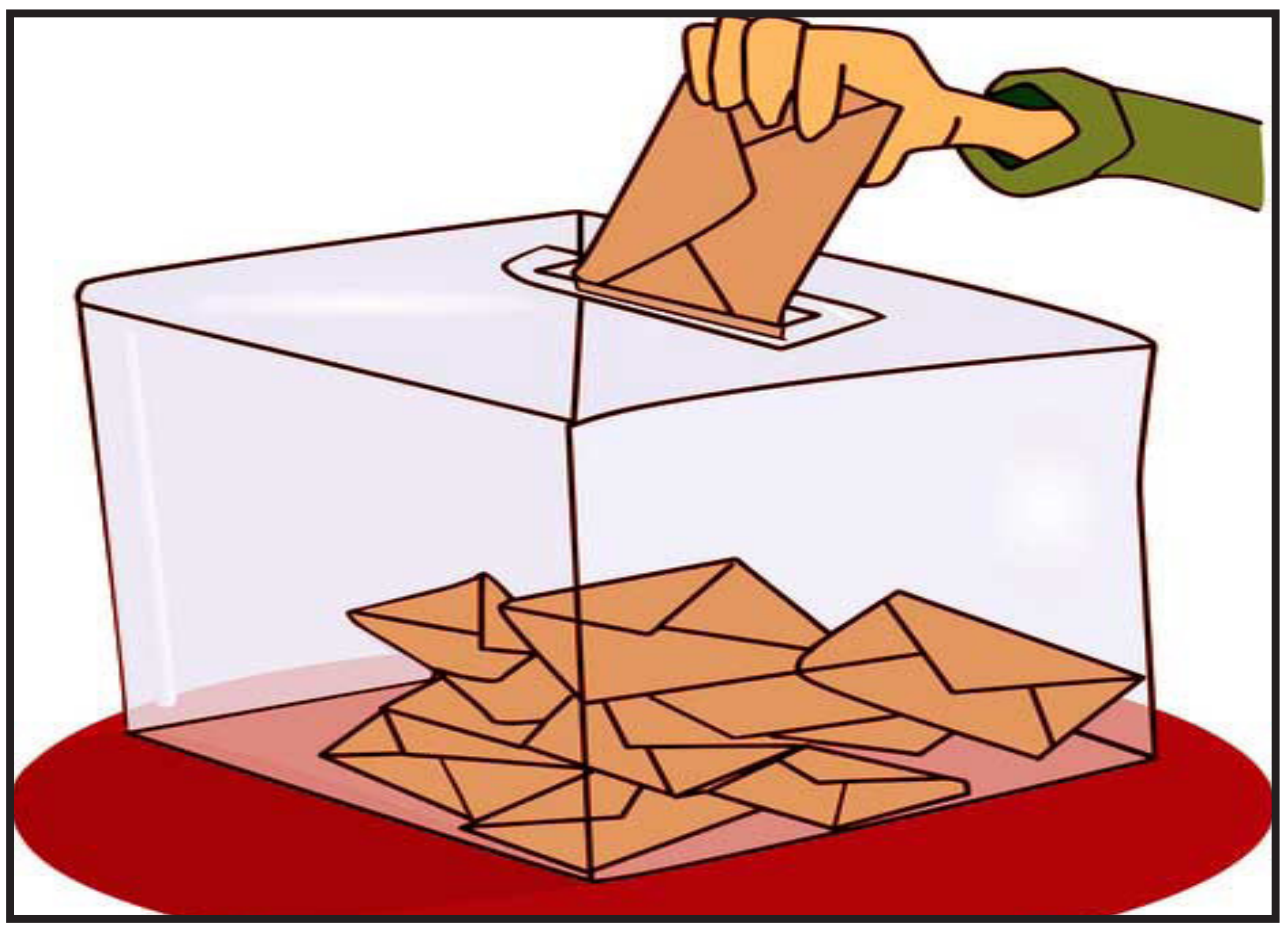
SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Scrutins présidentiels en Afrique

Les coûts des élections en baisse au Bénin

• (Page 03



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Réunion de la CCR-Uemoa

Priorité aux activités du Plan d'actions 2022

L'exercice 2021 clos, la Chambre Consulaire Régionale (CCR-Uemoa) a tenu, mardi 15 mars ... • (Page 11)

Droits humains

Le Bénin 16ème en matière d'égalité économique homme-femme

D'après l'indice WBL de la Banque mondiale, en 2021, près de 2,4 milliards de femmes ne possédaient ... • (Page 10)

Boulangerie au Bénin

La baguette du pain passe à 150 F CFA

Après un long moment de silence sur l'application de l'arrêté ministériel de 2008 qui fixe le prix ... • (Page 05)

Investissement au Bénin

Bio Tchané échange avec des investisseurs de textiles

Le Ministre d'Etat chargé du Développement et de la Coordination de l'Action ... • (Page 02)

Tremplin Startup Uemoa 2022

Les 05 lauréats du Prix d'Excellence connus

La 2ème édition du concours « Tremplin Start-Up Uemoa » dont la phase de dépôt de candidature a été ouverte au dernier trimestre 2021, vient de livrer la liste des cinq (05) lauréats au ... • (Page 10)

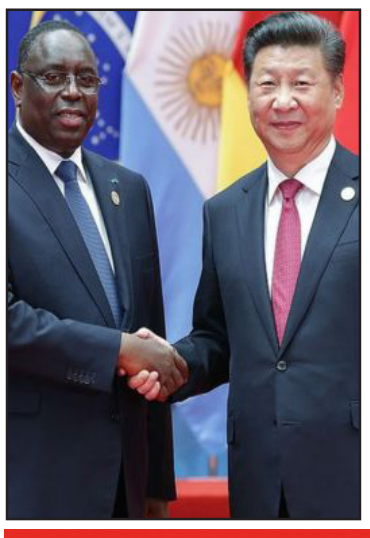
Opérationnalisation de la ZLECA

Un nouveau projet lancé pour booster les échanges commerciaux

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ... • (Page 04)

Créances de la chine

• (Page 11)



La dette des pays africains s'élève à 160 milliards USD

Taux de change du Fcfa XOF offert par L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (1Xof)	598.09	655.95	798.64	1.43	83.82	39.55	5.06	93.97	162.87	7.81

Investissement au Bénin

Bio Tchané échange avec des investisseurs de textiles

Le Ministre d'Etat chargé du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale a échangé avec Dr Christian P. Shindler, Directeur Général de International Textile Manufacturers Federation (ITMF) hier, mardi 15 mars 2022 pour son investissement au Bénin. C'est au cabinet du ministre d'Etat que les échanges ont eu lieu en présence de la délégation des investisseurs textiles, des responsables de l'APIEx et de la SIPI-BENIN SA.

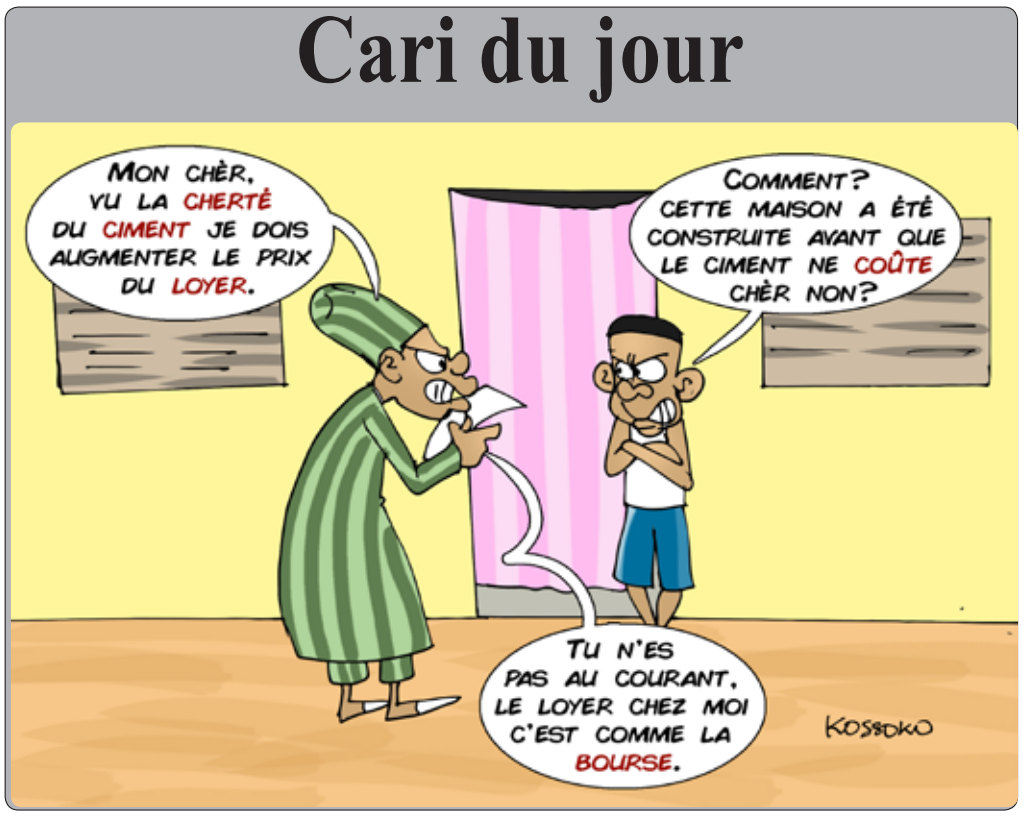
• *A. W. A.*

Les échanges du Ministre d'État chargé du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale, Abdoulaye BIO TCHANÉ, avec les investisseurs de textiles ont permis de passer au scanner les réformes engagées par le gouvernement pour faciliter les investissements au Bénin. Le Directeur Général de la SIPI-Benin SA, Létondji BEHETON, a d'abord présenté l'objectif de la délégation au cabinet du ministre d'Etat qui est, de venir au Bénin voir ce qui se passe, ce qu'il a entendu, pour non seulement la transformation du coton mais aussi de tous les produits agricoles pour plus de valeur ajoutée.

A cette occasion, le ministre d'Etat Abdoulaye BIO TCHANÉ a fait savoir aux investisseurs de textiles que « Nous sommes un pays de grands producteurs en Afrique de l'ouest. Et notre ambition est de créer de la valeur ajoutée par la transformation structurelle de l'économie. Sur le site de Glo-Djigbé, vous verrez la concrétisation des réformes. Le gouvernement ne s'est pas limité sur les infrastructures. Il y a des réformes dans le domaine légal (…) Tout ce qu'il faut pour rendre la zone plus compétitive, et attractive (…) Je souhaite que vous soyez notre porte-parole auprès des autres associations et fédération de textiles pour venir au Bénin non seulement pour le textile mais aussi, les autres produits agricoles ». « Outre la production de coton où le Bénin est premier en Afrique de l'ouest, nous sommes deuxième producteur en céréales », a indiqué le ministre d'Etat. Dr Christian Shindler, Directeur Général de International Textile Manufacturers Federation, a confié qu'il est d'abord impressionné par les réalisations dans la Zone Économique Spéciale appelée Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ). « Entendre parler, c'est bien mais voir physiquement, c'est plus important. C'est un grand projet pour la transformation industrielle du coton béninois textile qui sera mis en place. Nous allons transformer le coton ici sans l'exporter. Il n'y a pas d'usine. Je suis très impressionné que cela ne soit pas le coton seul qui sera transformé. Il y a la noix de cajou et l'ananas etc. Cela va transformer l'économie béninoise. Je suis convaincu avec tous les efforts faits par le gouvernement. Il y a environ 14 mois que les travaux de la Zone Économique Spéciale appelée Glo-Djigbé Industrial Zone ont démarré mais on voit les bâtiments pousser. ITMF est une plateforme pour le textile, Donc, nous serions le porte-parole auprès des investisseurs du Brésil de la Chine, etc. », a ajouté le chef de la délégation des investisseurs de textiles. Pour rappel, au cours de leur visite, Dr Christian Shindler Directeur Général de International Textile Manufacturers Federation et sa délégation ont visité la zone pour s'imprégner de l'état d'avancement des travaux dont le niveau d'achèvement est à plus de 85%.

• *Le ministre d'Etat et le DG de ITMF*

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

Eveil syndical contre la faim

« A force de renifler les pètes d'un insolent sans maugréer, il vous prend pour un monstre sans nez. En somme, pour un con », dit la maxime. Face à la crise sociale et la cherté de la vie, les syndicalistes ont fini par sortir de leur gong. Est-ce vraiment un éveil syndical ou une opération de charme pour endormir les travailleurs et le peuple ? Pour l'heure, il faut retenir que la Centrale des Syndicats Autonomes (CSA-BÉNIN) a organisé un grand meeting de protestation vendredi 18 février 2022. A cette occasion, plusieurs acteurs de la société civile ont battu le macadam à la bourse du travail. Cette inspiration de la CSA-BÉNIN, peut-on croire, relance les activités syndicales longtemps mises en hibernation depuis la promulgation de la loi portant sur le droit de grève.

En effet, le 28 décembre 2017 et le 2 janvier 2018, les députés béninois ont adopté deux textes de loi qui retirent le droit de grève aux fonctionnaires de certains secteurs dits « sensibles » comme la justice, la santé et la sécurité. Aussitôt, les syndicalistes ont manifesté de diverses manières leur colère. Ils avaient même suscité une mobilisation générale pour faire échouer ces textes avant leur promulgation. Par ailleurs, les nouvelles dispositions n'autorisent plus les grèves perlées à répétition souvent à l'origine de la paralysie de l'administration publique. Ces dispositions limitent à 10, le nombre de jours maximum de grève au cours d'une année. Les premières luttes pour infléchir le sens de ces dispositions n'ont abouti à rien dès lors que la Cour constitutionnelle les a jugées conforme à la Constitution.

Il n'en fallait pas plus pour que l'ensemble des centrales syndicales se confinent dans un mutisme effrayant et interpellatif. Mais avant, le 8 juin 2017, il est créé le Conseil National du Dialogue Social (CNDS). L'article 4 du décret instituant ce cadre stipule : « le Conseil National du Dialogue Social est tripartite. Il comprend trente (30) membres titulaires et trente (30) membres suppléants répartis comme suit au titre du Gouvernement : dix (10) représentants titulaires et dix (10) représentants suppléants. Au titre du Patronat : dix (10) représentants titulaires et dix (10) des employeurs désignés par le Conseil National du Patronat du Bénin (CNP-Bénin). Au titre des Organisations syndicales de travailleurs : dix (10) représentants titulaires et dix (10) représentants suppléants désignés par les Confédérations et Centrales Syndicales respectives. Avec la nouvelle loi réglementant le droit de grève, ce Conseil se révèlera un poison pour les luttes syndicales qui se sont atrophiées.

Alors, en l'absence de mouvements désapprobateurs, qui en réalité, ont pour finalité d'attirer l'attention des autorités sur les œillères et les illuminer à agir dans le sens du bien ; le cadre législatif a fini par dresser le lit à une série de mesures asphyxiant le commun des mortels.

Le code général des impôts 2022 édicte des mesures insupportables pour les citoyens béninois. « L'inflation est de plus en plus insupportable pour les populations ; les prix du transport, de l'énergie, des produits pharmaceutiques et des produits de première nécessité ont atteint des proportions jamais égalées dans notre pays ; le Smig est au même niveau depuis 2014; la hiérarchisation est refusée aux travailleurs sans raisons valables ; l'augmentation des salaires annoncée depuis le mois de décembre 2021 est toujours attendue sur les fiches de paie ; mais les salaires politiques sont ajustés par anticipation depuis 2016; le code général des impôts ne reflète pas le mandat social tant annoncé », déplore la CSA-Bénin. Anselme Amoussou, le Secrétaire générale de la CSA-Bénin lance donc un appel aux travailleurs.

Il était donc possible aux syndicalistes de mener leurs actions suivant les nouvelles dispositions légales qui circonscrivent les mouvements de débrayage à 10 jours. Alors la sortie de la CSA-Bénin ressemble à une résurrection du mouvement syndical au Bénin. C'est un mérite que d'avoir été de nouveau pionnier dans l'action syndicale offensive.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Afrique : Proparco investit 10 millions USD dans AGF pour soutenir les femmes entrepreneures

Le groupe Agence française de développement (AFD), à travers sa filiale Proparco, a annoncé le 7 mars 2022 avoir investi 10 millions USD dans l'African Guarantee Fund (AGF) pour financer les petites et moyennes entreprises (PME) des femmes entrepreneures. L'investissement devra également permettre de soutenir l'initiative Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA), lancée pour augmenter l'accès au financement des femmes entrepreneures. Le volet financement sera mis en œuvre par l'AGF qui va proposer aux institutions financières des mécanismes de partage des risques leur permettant de mieux servir les PME.

Scrutins présidentiels en Afrique

Les coûts des élections en baisse au Bénin

Le multipartisme né des conférences nationales, a inauguré depuis 1990, une ère de renouveau démocratique en Afrique. Ainsi du cas du Bénin où, comme ailleurs en Afrique francophone, les régimes se succèdent à l'issue d'élections démocratiques. Ces joutes électorales sont des occasions d'énormes dépenses pour les pays dont le niveau de développement est encore embryonnaire. Mais, sur la période des 15 dernières années, le coût des élections présidentielles au Bénin a une tendance baissière.

● *Falco VIGNON*

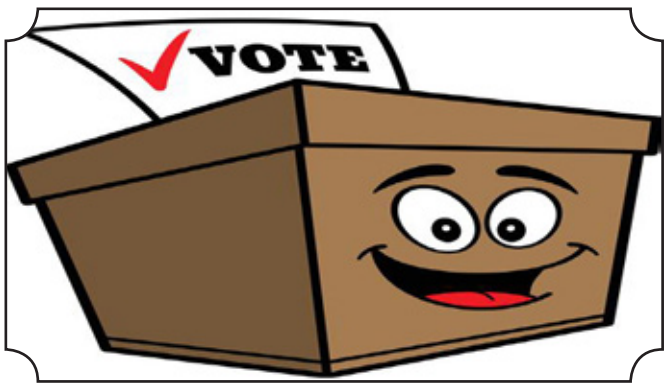
Des élections onéreuses à des élections à coûts raisonnables. Ainsi peut se traduire la tendance des dépenses en matière d'élections présidentielles au Bénin sur les 15 dernières années. En 2006, la Commission électorale nationale autonome (CENA) du Bénin, avait élaboré un budget initial d'environ 34 milliards de francs CFA sur lesquels, la CENA avait reçu une avance de 11 milliards de Francs CFA pour conduire les premières activités. Dix ans après l'élection présidentielle de 2016 coûtera environ 15 milliards de francs CFA. Soit une réduction de plus de la moitié des dépenses de 2006. Le budget présenté par la Commission électorale nationale autonome (CENA) s'élève à plus de 14 milliards 830 millions de francs CFA... Ledit budget prend en compte les dépenses de sept institutions impliquées dans l'organisation, le contrôle de la régularité et la sécurisation du scrutin présidentiel de février 2016. En présentant son budget au ministre des Finances, le Président de la CENA, Emmanuel Tiando avait insisté sur le caractère pas toujours prévisible des dépenses liées aux élections : "L'organisation des élections est une tâche complexe dont on n'arrive pas toujours à cerner le coût en raison surtout du caractère urgent des dépenses. C'est pour ça que je voudrais vous prier d'avoir toujours une oreille attentive lorsque nous allons vous dire que nous avons peut-être besoin d'une petite rallonge". Le gouvernement, avec l'appui des partenaires, jouera sa partition pour le financement de l'élection, avait pour sa part rassuré le ministre des Finances, Komi Koutché. L'organisation de la présidentielle 2021 a nécessité un budget de 14.416.959.243 FCFA adopté par la Commission budgétaire réunissant les commissaires de la Commission Électorale Nationale Autonome (CENA) et les cadres du Ministère de l'Économie et des Finances. S'il est vrai que la tendance des coûts des élections présidentielles au Bénin est baissière, il est à noter qu'il est encore énorme. Car, il faut travailler à capitaliser certains acquis sur le terrain pour ne pas toujours reprendre leur réinvention ou leur réinstallation qui engendre des dépenses importantes. En effet, les soldes qui pourraient résulter de ces dépenses pourraient servir à des réalisations d'infrastructures sociocommunautaires dont les populations ont tant besoin.

Les faces d'une même médaille

Suivant une réalisation d'Alain Foka, la Côte d'Ivoire et ses partenaires financiers ont débloqué 252 millions d'euro pour les élections en 2010. Au Mali, les élections présidentielles et législatives ont coûté en 2018 plus de 76 millions d'euros soit près de 50 milliards de francs CFA pour reconduire un président déjà aux affaires et qui a été renversé 3 ans après. Président et députés balayés par les difficultés de la gouvernance. C'est un peu comme si on a mis cette somme dans les toilettes et on a tiré la chasse, commente le journaliste. Cette somme correspond à plus de 10 hôpitaux de référence dont ont vraiment besoin les populations et qu'elles n'auront jamais. Au Cameroun, poursuit l'analyste, on a dépensé en 2018 pour les élections présidentielles, un peu plus de 82 millions d'euros soit 54 milliards de francs CFA pour reconduire le président aux affaires depuis novembre 1982. C'est l'équivalent de 530 écoles de qualité dans le pays. Ce qui changerait considérablement le monde scolaire et académique. Au Burkina Faso en 2015, on a dépensé pour la présidentielle et les législatives plus de 47 millions d'euros, soit plus de 30 milliards de francs dans un pays enclavé au moment où tous les hôpitaux sont des mouroirs où la priorité doit être la sécurité face à des bandes armées qui tuent sans discernement dans les villages du pays ; où les militaires manquent d'équipements pour défendre l'intégrité du territoire. Puis le président Kaboré a été déchu. Encore des centaines d'hôpitaux brûlés sur l'autel des élections dites démocratiques, des centaines de kilomètres de routes qui ne seront pas construites. En 2018 en RDC, on a dépensé 600 millions de dollars pour les élections générales soit près de 350 milliards de francs CFA correspondant à 400 km de route dans un pays totalement enclavé, 2 parcs agro industriels, 2 avions airbus 319 neufs, 400 bus neufs de marque Mercedes, plus de 4000 écoles primaires et secondaires. Avec cette somme, on aurait pu bâtir 5 barrages hydroélectriques pour fournir l'énergie qui fait si cruellement défaut aux populations ou encore 50 centrales d'eau potable dans ce pays où l'on meurt encore de paludisme.

Les sources internes de financement

Combien coûte une candidature à une présidentielle en Afrique subsaharienne ? Le magazine Jeune Afrique s'est posé cette question qui l'a conduit à faire quelques investigations. Le financement des élections en Afrique appartient aussi bien à l'Etat qui en fait une dépense de souveraineté qu'aux candidats. Ainsi, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les personnalités qui souhaitent être candidats à une élection présidentielle doivent notamment payer une caution. Si celle-ci est une formalité pour certains, elle peut être un vrai frein pour de petits candidats. Faut-il être riche pour être candidat à une élection présidentielle ? La question se pose pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Deux cent cinquante millions de francs CFA, soit 380 000 euros, c'est désormais la caution que doit s'acquitter chaque candidat à la prochaine présidentielle au Bénin. Votée le 7 août 2018 par la commission des lois de l'Assemblée nationale et s'inscrivant dans le nouveau code électoral (loi n°2018-31), cette somme explose les compteurs dans ce petit pays qui ne demandait auparavant que 15 millions de F CFA (environ 23 000 euros). Mais le cas du Bénin n'est pas isolé. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, être candidat à l'élection présidentielle est devenu un luxe. La Guinée, le Sénégal ou la République démocratique du Congo ont par exemple vu ces dernières années leurs cautions augmenter.



Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'hbtts	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbtts/ Km2	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 $	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de ch ômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26.2%	Décembre 2018

Opérationnalisation de la ZLECA

Un nouveau projet lancé pour booster les échanges commerciaux

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), le Cadre intégré renforcé (CIR), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) s'associent dans un nouveau projet.

• *Falco VIGNON*

Les dirigeants Africains sont déterminés à la mise en œuvre de l'intégration continentale. Trois grandes institutions viennent de se donner la main pour un nouveau projet visant à aider huit pays africains à rendre opérationnelle la ZLECA. Il s'agit du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Togo et de la Tunisie. Le projet soutiendra la mise en œuvre de plus de 30 activités dans les stratégies de la ZLECA dans ces pays. Egalement, le projet contribuera à créer un environnement où le commerce peut être plus efficace et inclusif dans les huit pays bénéficiaires. À la fin du projet, la capacité des pays cibles aura été renforcée en vue de résultats tangibles, tels que des emplois et d'autres opportunités économiques. Notons que la ZLECA vise à mettre en place un cadre commun et un ensemble de normes à travers le continent africain afin d'assurer la coopération, l'harmonisation et l'efficacité du commerce. Elle est entrée en vigueur le 30 mai 2019 pour les 24 pays qui ont déposé leurs instruments de ratification à cette date. La phase opérationnelle a été lancée le 7 juillet 2019 et devrait stimuler le commerce intra-africain et avoir des effets d'entraînement positifs sur le commerce entre les pays africains les moins avancés. Le Cadre intégré renforcé (CIR) est le seul partenariat multilatéral qui se consacre exclusivement à aider les pays les moins avancés (PMA) à utiliser le commerce comme un moteur de croissance, de développement durable et de réduction de la pauvreté. Le CIR, qui regroupe 51 pays, 24 donateurs et 8 agences partenaires, travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations de développement, la société civile et le monde universitaire.

Accès au crédit agricole

Le FNDA échange avec les femmes du MAEP

Le jeudi 10 mars 2022, en continuité de la célébration de la Journée internationale de la femme (JIF), le Fonds national du développement agricole (FNDA), s'est entretenu avec l'Union du personnel féminin du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP). L'accès des femmes au crédit agricole a été au cœur des échanges.

• *S.T.*

Main d'œuvre importante et dynamique dans le domaine de la production agricole tout comme dans ceux de la transformation et de la commercialisation des produits issus de l'agriculture, les femmes restent une cible précieuse pour le Fonds national de développement agricole (FNDA). A l'occasion de la Journée internationale de la femme (JIF) 2022, Valère Houssou, Directeur général du FNDA l'a démontré à l'Union du personnel féminin du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) qui l'a convié à un panel orienté sur le thème «l'accès différencié des femmes/hommes au crédit agricole». Se voulant un moment d'échanges sur l'accès des femmes au crédit agricole tant soutenu par le gouvernement béninois, cette rencontre a permis au DG FNDA qui s'est fait assister par quelques Systèmes financiers décentralisées (SFD), d'expliquer et de détailler à ces femmes du secteur agricole, le mécanisme d'obtention du crédit agricole. A tour de rôle, les établissements financiers présents ont exposé à l'assistance les produits accessibles à leur niveau respectif. Tout en rassurant les femmes du MAEP de l'entière disponibilité du FNDA à les accompagner pour mieux impacter le secteur agricole et, par conséquent, la croissance économique du Bénin, Valère Houssou n'a pas manqué de les inviter à être résilientes et persévérantes dans leurs projets.

Casinos et jeux de hasard

Une porte ouverte au blanchiment d'argent ?

(La GIABA fait des révélations sur le Bénin)

Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent (GIABA), vient de publier ce mardi 15 mars 2022, un rapport sur «les risques et vulnérabilités dans le secteur des casinos et des jeux de hasard en Afrique de l'ouest». Ce document tire la sonnette d'alarme sur l'activité illégale des casinos au Bénin.

• *Félicienne HOUESSOU*

Au fur à mesure que le secteur financier est plus encadré, les criminels se dirigent de plus en plus vers le secteur non financier, y compris les casinos et les jeux de hasard en ligne dont les vulnérabilités ont trait à l'existence de failles juridiques et l'absence de mécanismes de contrôle ou de supervision. Le Rapport d'évaluation du GIABA (2021), intitulé Blanchiment de capitaux : risques et vulnérabilités dans le secteur des casinos et des jeux de hasard en Afrique de l'Ouest, indique que les autorités considèrent que les casinos et jeux de hasard en ligne présentent des risques élevés, étant donné la faiblesse de leurs capacités à en contrôler l'accès, les montants misés et les dispositifs de contrôle en place. Les casinos proposent des jeux de table (roulette, Texas Hold 'Em, baccara, etc.).

« Les nationaux sont interdits d'accès aux casinos, sauf sur dérogation spéciale accordée par le ministère de l'Intérieur, laquelle est très rare selon les autorités. Quant au profil de la clientèle des casinos, la plupart des joueurs sont des ressortissants chinois (estimés à 90 % par un des casinos) qui viennent en tête, mais également des Indiens, des Libano-Syriens, des Français et d'autres ressortissants d'Afrique de l'Ouest. Seule la monnaie locale est acceptée dans les casinos, conformément à la réglementation en vigueur », souligne le rapport. Cependant, cette règle n'est pas largement respectée. L'institution spécialisée de la Cedeao révèle que les casinos ne font pas l'objet d'un contrôle et aucun cadre n'existe à l'heure actuelle pour contrôler leur activité. Les contacts entre les casinos et la CENTIF sont quasiment inexistants.

Des défis pour le Bénin

Le décret de 2011 instaure un processus d'agrément des casinos. Une procédure de demande rigoureuse est en place, sous la tutelle du ministère de l'Économie. Ainsi, il existe 4 casinos agréés au Bénin. La Loterie nationale est chargée d'assurer l'intégrité des jeux de loterie nationale, notamment le contrôle du secteur de la loterie. Sept agents sont dédiés au contrôle du secteur, mais ne sont pas autorisés à entrer dans les casinos, et les audits des établissements de jeux sont assurés par la police. En effet, la police a une présence permanente à l'intérieur des casinos aux fins de déceler toute activité suspecte. Deux agents assurent la permanence dans les casinos pour surveiller les jeux et autres activités. L'accès aux casinos est contrôlé, notamment par des agents en civil. Cependant, aucune Déclaration d'opération suspecte (DOS) n'a été soumise à ce jour par les exploitants de casinos du pays. L'analyse stratégique n'est pas effectuée de façon régulière et aucune analyse stratégique de l'activité des casinos n'a jamais été produite à ce jour. Les casinos n'ont pas soumis de Déclaration d'opération suspecte au cours de la dernière décennie, contrairement aux banques, qui en ont déposé, en rapport avec des soupçons d'activité illégale de casinos. En 2020, deux DOS soumises par deux banques ont aidé les autorités à identifier deux casinos travaillant dans l'illégalité. En 2019, la CENTIF en a reçu 903, et leur nombre augmente chaque année.

Le processus d'Evaluation nationale des risques (ENR) a commencé en 2016 et a duré deux ans. L'élaboration du rapport s'est achevé en 2018 et un atelier permettant aux autorités de partager les résultats de l'Évaluation avec les assujettis, y compris les casinos, s'est tenu en septembre de la même année. L'ENR a été officiellement adoptée en 2019. Elle a suivi la méthodologie de la Banque mondiale. En 2019, une stratégie nationale a été élaborée sur la base de ses conclusions. Une des principales constatations de l'ENR et de la stratégie était la nécessité de nommer une autorité de contrôle des assujettis, y compris les casinos. En outre, une autorité de contrôle spécifique au secteur des casinos devrait être immédiatement désignée et dotée des pouvoirs nécessaires au contrôle de ce secteur. Le Service du contrôle du territoire constitue la principale entité chargée d'assurer l'intégrité des casinos.

Les recommandations du GIABA

Les autorités estiment que la majorité de ces jeux, y compris les jeux de hasard et la loterie virtuelle, ne présentent pas de risques de blanchiment de capitaux. Toutefois, le GIABA précise que l'évaluation devrait être réexaminée sur la base des conclusions de ce rapport. L'activité illégale des casinos constitue pour le pays, selon le document, un casse-tête qui mérite d'être résolu. Le secteur a besoin de lignes directrices. Considérant les vulnérabilités des casinos et jeux de hasard, la GIABA invite les autorités à œuvrer davantage à faire appliquer la loi, notamment par la nomination d'une autorité nationale de contrôle et la mise en œuvre d'un programme de contrôle au niveau national. Le Bénin doit donc s'employer à identifier, évaluer et comprendre les risques de blanchiment d'argent associés à ce secteur, dans le but d'apporter la riposte appropriée. Autrement dit, le rapport recommande de prendre des mesures appropriées pour prévenir le blanchiment d'argent dans le secteur des casinos et jeux de hasard.

Boulangerie

La baguette du pain passe à 150 F CFA

Après un long moment de silence sur l'application de l'arrêté ministériel de 2008 qui fixe le prix de grammage du pain à l'usine, les promoteurs et exploitants de boulangeries ont décidé d'appliquer l'arrêté 052/MIC/DC/SGM/DGCI/DPCI du 16 septembre 2008. Lire la note de service de la faîtière des promoteurs de boulangeries.

Note de service N°2022/001/APEB/Atl-Lit/APEBDOP/SG du 15/03/2022

L'Association des Promoteurs et Exploitants de Boulangeries des départements de l'Atlantique et du Littoral (APEB/Atl-Lit) et celle des Départements de l'Ouémé et du Plateau (APEBDOP), en assemblée générale extraordinaire conjointe ce Mardi 15 Mars 2022 ont décidé de vendre le pain désormais à cent trente cinq francs (135f CFA) en gros et à cent cinquante francs (150f CFA) en détail conformément à l'arrêté 052/MIC/DC/SGM/DGCI/DPCI du 16 Septembre 2008. Par respect à cet arrêté, nous interdisons dans les quatre départements la production des petits à titre commercial.

Les deux Bureaux Exécutifs, exhortent tous les promoteurs et exploitants de boulangeries des quatre départements au strict respect de cette décision pour le bien être de la corporation en attendant un nouvel arrêté fixant le prix du pain en République du Bénin.

Cette note de service prend effet à compter du Mercredi 16 Mars 2022.

Président APEB/Atl-Lit — **Président APEBDOP**

Anselme AGUEMON — Patrice DOSSOU-GOUCHOLA

SG APEB/Atl-Lit — **SGA APEBDOP**

Victor BAKOLE — Philippes H. ADANVOESSI

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Classement des ports en Afrique

Monrovia, Cotonou et Tanger Med, rois du numérique

Gestion des flux, prise de rendez-vous, formalités administratives… Du Maroc au Bénin en passant par le Sénégal, les opérateurs portuaires et logistiques, dont APM Terminals, investissent pour digitaliser leurs activités. « La pire situation pour un opérateur, c'est un camion qui arrive inopinément. C'est pour cela que des systèmes de rendez-vous se mettent en place », résume Lyes Chebrek, consultant auprès d'opérateurs portuaires et de terminaux sur le continent. Exemple avec l'île de Bushrod, au large de Monrovia, la capitale du Liberia, où le concessionnaire du port local, APM Terminals, teste, depuis novembre, un nouveau système de ce type. Celui-ci permet aux importateurs d'être prévenus de l'arrivée d'un container et de fixer une date de prélèvement pour évacuer plus vite. « Les exportateurs qui sont situés dans l'hinterland ne sont plus obligés de se déplacer sans savoir s'ils pourront récupérer leur livraison », ajoute Lyes Chebrek. « Le résultat le plus visible de la digitalisation de nos actifs et de l'automatisation des processus est l'amélioration de la fluidité », souligne Jack Craig, directeur de la technologie chez APMT. Et, avec elle, des progrès sur le principal outil de performance des ports, le temps de transit. Résultat, la prise de rendez-vous digitale se répand : outre Monrovia, Dakar, Cotonou, ou encore Apapa l'ont adoptée. « Cela nous permet de combattre la congestion et ce qui vient avec elle en Afrique, l'extorsion », ajoute Klaus Larsen, directeur du port d'Apapa pour APMT.

Portiques et rendez-vous

Moyen d'éviter les doublons et la paperasse, le numérique permet aussi l'automatisation de certaines infrastructures – comme les portiques de quais, entièrement digitaux à Tanger Med, en pointe sur le sujet. Mais, si les opérateurs rivalisent d'innovations, le numérique demeure un outil plutôt qu'une solution globale. « Il faut autant parler de l'infrastructure et la gouvernance que du digital. Si l'on ne tient pas compte des trois facteurs, on risque de construire des éléphants blancs », met en garde Amaury de Féligonde, associé directeur du cabinet de conseil Okan Partners. « Ce n'est pas le numérique, simple point nodal, qui crée la connectivité portuaire. L'ensemble des infrastructures du site doivent être performantes », abonde Armand Hounto, expert en affaires maritimes et professeur à la Sorbonne, citant l'exemple de Dakar où DP World a mandaté Camco Technologies pour conjuguer portes automatiques et système de rendez-vous. Sans, pour l'heure, obtenir de résultat sur la congestion. « Le système de rendez-vous est une bonne idée, mais il n'y a pas encore de solide Port Community System (PCS), solution informatique globale incluant tous les acteurs du port, des compagnies aux douanes en passant par l'autorité portuaire et les logisticiens », explique le consultant. Le cas de Dakar n'est pas isolé – Abidjan, l'un des principaux ports d'Afrique de l'Ouest, est également concerné – mais il n'y a pas de fatalité. À Cotonou, l'autorité portuaire a mis en place un PCS efficace dans l'échange de données, où tous les acteurs (y compris les douanes, souvent réticentes à partager leurs informations) sont inclus. Et, comme le souligne un rapport de la Banque Mondiale daté de 2021, le temps de transit y a chuté, passant de 39 jours en 2011 à 6 jours en 2012.

Jeune Afrique

Guerre en Ukraine :

Entre panique et crise boursière, c'est la ruée vers l'or

Si le déclenchement de la guerre en Ukraine a fait exploser les cours de l'or noir, le jaune est loin d'être en reste. Alors que la once d'or (à peu près 31 grammes du précieux métal) était à environ 1.800 dollars américains début janvier, elle a atteint un premier pic le 24 février, jour de l'invasion russe, puis un véritable sommet début mars à environ 2.050 dollars. La hausse des cours découle directement d'une augmentation des achats d'or, « souvent étroitement liée à une situation de panique en raison d'une crise géopolitique ou financière », analyse l'économiste indépendante Véronique Riches-Flores. Il se trouve que le conflit en Ukraine réuni les deux avec à la fois une instabilité sur le continent et l'effondrement des bourses européennes.

En Russie, la demande de la population pour l'achat de lingots d'or physiques a tellement augmenté, que la Banque centrale russe a même décidé lundi de suspendre ses achats d'or auprès des banques afin qu'elles puissent satisfaire la demande des particuliers. En France, Jonathan Fhal, directeur de Godot & Fils, entreprise spécialisée dans le négoce de métaux précieux, note le même engouement dans les 45 boutiques que compte le groupe. « Les achats au comptoir ont été multipliés par quatre au mois de mars et par dix via notre plateforme internet », assure-t-il, confirmant bien que ce rush brutal sur le noble métal cache des achats précipités liés aux événements en Ukraine. Le même phénomène s'était déjà produit pendant l'épidémie de covid-19, le Brexit et la crise des subprimes. « Les gens prennent peur pour leur épargne, pour leur capital, ils se demandent si leur argent en banque est en sécurité », détaille-t-il, constatant que beaucoup de Français cassent leur assurance vie pour la convertir en or.

20 minutes du 15 mars 2022

Nigeria

L'exécutif lance une ferme d'élevage de 35 ha dans l'Etat d'Imo

Au Nigeria, le secteur de l'élevage est encore peu productif malgré son importance économique. Dans le pays, les autorités ont engagé plusieurs projets dans le but de tirer profit de son potentiel de croissance pour satisfaire les besoins en produits animaux comme la viande, le lait et l'œuf. Au Nigeria, l'Autorité nationale de développement des terres agricoles (NALDA) a inauguré le vendredi 11 mars dernier, la ferme d'élevage intégrée «Achara-Ubo» située dans l'Etat d'Imo dans le sud du pays. S'étendant sur une superficie de 35 ha, le domaine réhabilité sur financement fédéral comprend six poulaillers, trois chèvreries et trois porcheries abritant respectivement 15 000 oiseaux, 196 ruminants et 108 porcs. D'après Paul Ikonne, directeur général de la NALDA, ces installations fourniront 600 emplois directs aux exploitants. Par ailleurs, l'unité devrait générer 200 opportunités d'emplois supplémentaires avec la mise en activité prochaine d'un centre de transformation des animaux dont les produits seront emballés et exportés. Plus globalement, M. Ikonne indique que la ferme servira également de centre de formation pour les agriculteurs qui bénéficieront des connaissances techniques dans l'élevage et d'une subvention de 3 millions de nairas (7 200 $) chacun pour lancer leur propre entreprise à la fin de leur formation. Il faut noter que le redémarrage des activités de la ferme d'élevage intégrée Achara-Ubo marque la fin d'une longue période d'inactivité pour l'installation qui a été abandonnée pendant plus de 30 ans. Au Nigeria, l'élevage contribue à hauteur de 1,7 % au PIB national et fournit 9 % du PIB agricole selon les données de la FAO.

Afrique subsaharienne

Les achats de riz paddy attendus à un niveau record de 20 millions de tonnes en 2022

En Afrique subsaharienne, la consommation de riz a connu une hausse soutenue sur la dernière décennie. Si de nombreuses nations ont affiché leur objectif de parvenir à l'autosuffisance en riz, les importations de la céréale continuent d'augmenter. En 2022, l'Afrique subsaharienne (ASS) pourrait importer 20 millions de tonnes de riz paddy. C'est ce qu'indique l'Observatoire des statistiques internationales sur le riz (Osiriz) dans sa dernière note sur le marché céréalier mondial. Ce stock prévu serait en hausse de 12,3 % par rapport au volume de l'année précédente (17,8 millions de tonnes) et marquerait un nouveau record pour la région qui représente déjà le tiers des importations mondiales. D'après Osiriz, l'ASS devrait satisfaire principalement sa demande d'importation grâce à l'Inde, son principal fournisseur. Dans le pays asiatique, la performance du segment à l'exportation en 2021 a permis à de nombreux acheteurs africains d'avoir accès à d'importantes quantités de riz à des prix compétitifs. L'Inde qui représente actuellement, le premier exportateur mondial de riz a compté pour 42 % des envois totaux de riz et pourrait encore accroitre ses expéditions en 2022. Une telle tendance profiterait aux importateurs majeurs du continent comme le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Pour rappel, le riz représente la deuxième céréale la plus consommée après le maïs en ASS. La région importe 40 % de ses besoins dans la graminée.

Finance

La stratégie de Paul Kagamé pour attirer plus d'investisseurs tech et de startups

Le Rwanda connait depuis quelques années l'une des croissances économiques les plus fortes d'Afrique, alimentée par les efforts du gouvernement de Paul Kagame. Alors que la quatrième révolution industrielle en cours en Afrique est surtout portée par le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte ou encore le Kenya, le président rwandais travaille à positionner son pays comme un acteur important de ces changements, en offrant aux jeunes pousses technologiques du continent un cadre optimal pour grandir et prospérer. Dans son dossier hebdomadaire, la nouvelle plateforme d'information de la tech africaine, We Are Tech Africa, vous raconte cette odyssée du Pays des Mille Collines :

Ecofin du 15 Mars 2022

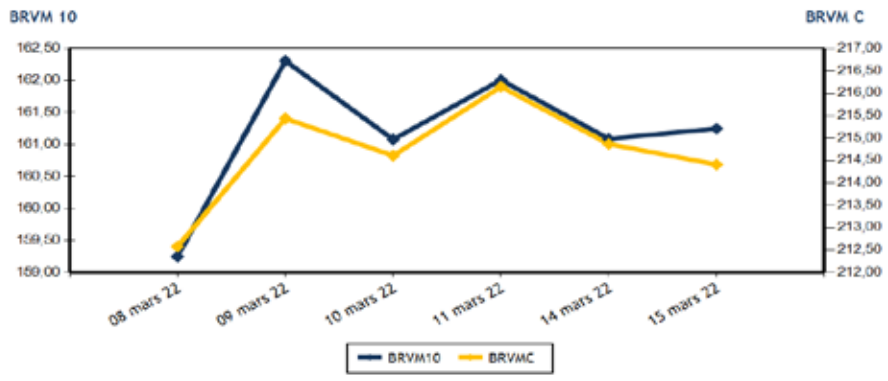
BRVM 10	161,25
Variation Jour	0,10 %
Variation annuelle	5,04 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

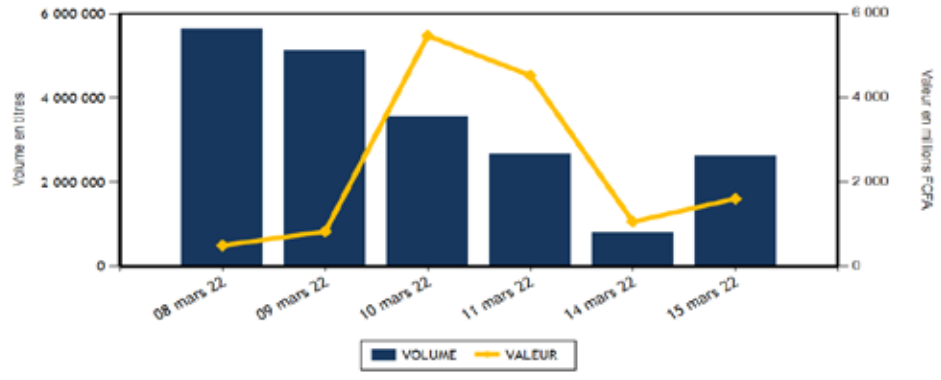
N° 52 — mardi 15 mars 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	214,41
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	6,00 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 454 340 543 340	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 506 909	253,47 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	562 392 159	51,76 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	16	166,67 %
Nombre de titres en baisse	17	-19,05 %
Nombre de titres inchangés	8	-50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 519 816 626 632	0,17 %
Volume échangé	101 639	10,64 %
Valeur transigée (FCFA)	1 046 416 200	51,21 %
Nombre de titres transigés	7	-30,00 %
Nombre de titres en hausse	4	300,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	2 130	7,30 %	150,59 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 485	4,43 %	4,60 %
SETAO CI (STAC)	1 700	4,29 %	132,88 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 345	3,46 %	-9,43 %
BERNABE CI (BNBC)	2 350	2,17 %	8,05 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	790	-7,06 %	-11,73 %
PALM CI (PALC)	8 900	-6,27 %	27,32 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 390	-6,26 %	-7,94 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	715	-5,30 %	14,40 %
SOLIBRA CI (SLBC)	158 000	-4,82 %	1,28 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,75	-2,03 %	4,21 %	15 163	40 789 665	22,59
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	505,94	0,33 %	12,72 %	27 546	130 499 125	8,30
BRVM - FINANCES	15	77,57	-0,14 %	0,57 %	2 445 640	310 052 404	13,75
BRVM - TRANSPORT	2	581,55	2,09 %	-6,52 %	362	865 405	9,71
BRVM - AGRICULTURE	5	275,16	-2,15 %	13,09 %	12 714	67 419 330	17,48
BRVM - DISTRIBUTION	7	437,25	0,59 %	7,32 %	4 424	11 155 630	27,79
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 097,60	4,29 %	132,88 %	1 060	1 610 600	9,85
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,26	
Taux de rendement moyen du marché	5,45	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,26	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	97	
Volume moyen annuel par séance	1 833 652,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 701 175 983,45	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	21,26	
Ratio moyen de satisfaction	19,94	
Ratio moyen de tendance	93,79	
Ratio moyen de couverture	106,62	
Taux de rotation moyen du marché	0,24	
Prime de risque du marché	1,64	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI BENIN
Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

AGI
SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316065

AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BFS
BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANHI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINT GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	
26	LES PYLÔNES	66826813/95924231	13EME
27	LULI LULI	98656060	

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	505
Pétrole	1L	510
Gasoil	1L	520
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	3270
	12,5kg (moyenne bouteille)	6812
	18kg (grande bouteille)	9810
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Littre	2.265
Huile à moteur diesel	1Littre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP» Mardi 15 Mars 2022

Jours du marché Dantokpa

Mars 2022

Jeudi 3 Mars 2022

Lundi 7 Mars 2022

Vendredi 11 Mars 2022

Mardi 15 Mars 2022

Samedi 19 Mars 2022

Mercredi 23 Mars 2022

Dimanche 27 Mars 2022

Jeudi 31 Mars 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	598,09
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	778,64
Naira (NGN - Nigeria)	1,49
Cedi (GHS - Ghana)	83,82
Rand (ZAR – Afrique du Sud)	39,55
Yen (JPY)	5,06
Yuan (CNY)	93,97
Rouble russe (RUB)	4,87
Franc Suisse (CHF)	638,34
Franc Guinéen (GNF)	0,067
Roupie indienne (INR)	7,81
Droits de tirage spéciaux (FMI)	824,81
Or (XAU)	1169339,02
Argent (XAG)	15021,82

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	**mercredi**
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	**mercredi**
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmo n	Ikèmon	**mercredi**
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	**mercredi**
	Sokka	Sokka	**mercredi**
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	**mercredi**
	Lahotan	Lahotan	**mercredi**
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	700
Piment vert (gbataki)	Tongolo	400
Tomate fraiche	Grand Panier	15.000/22.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	300
Sel marin importé	Tongolo	300
Sucre en morceau	Paquet	500
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1200
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1000
Lait concentré non sucré Peak	250g	400
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	250/450
Coquillette Maman et autres	250g/500g (en sachet)	250/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2300/2500

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 15/03/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 15 Mars 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var.%	Heure
Or	Avr 2022	1.956,05	-28,95	-1,46%	19:36:48
XAU/USD		1.954,02	-34,53	-1,74%	19:36:52
Argent	Mai 2022	25,220	-0,940	-3,59%	19:36:47
Cuivre	Mai 2022	4,5103	-0,1152	-2,49%	19:36:47
Platine	Avr 2022	1.047,60	-41,00	-3,77%	19:36:50
Palladium	Juin 2022	2.375,52	-421,28	-15,06%	19:35:01
Pétrole brut WTI	Avr 2022	102,42	-6,91	-6,32%	19:36:50
Pétrole Brent	Mai 2022	106,07	-6,60	-5,86%	19:36:50
Gaz naturel	Avr 2022	4,641	-0,084	-1,78%	19:36:50
Fioul	Avr 2022	3,2643	-0,1533	-4,49%	19:36:50
Essence RBOB	Avr 2022	3,1570	-0,1551	-4,68%	19:36:50
Gasoil Londres	Avr 2022	969,75	-44,75	-4,41%	19:36:49
Aluminium		3.421,00	-90,00	-2,56%	19:29:28
Zinc		3.850,00	+3,00	+0,08%	19:30:01
Nickel		48.226,00	-15,00	-0,03%	11/03
Cuivre		9.980,50	-203,00	-1,99%	19:29:22
Blé américain	Mai 2022	1.092,80	-13,20	-1,19%	19:20:05
Riz Paddy	Mai 2022	16,168	+0,313	+1,97%	19:20:04
Maïs américain	Mai 2022	744,90	-16,10	-2,12%	19:20:04
Soja américain	Mai 2022	1.673,50	-2,50	-0,15%	19:19:57
Huile de Soja américaine	Mai 2022	73,82	-2,21	-2,91%	19:19:55
Farine de soja	Mai 2022	485,10	+8,00	+1,68%	19:20:05
Coton américain	Mai 2022	118,91	-2,12	-1,75%	19:20:04
Cacao américain	Mai 2022	2.615,00	-68,00	-2,53%	18:28:45
Café US C	Mai 2022	219,00	-2,95	-1,33%	18:30:04
Café de Londres	Mai 2022	2.112,00	-123,00	-5,50%	18:30:04
Sucre américain	Mai 2022	19,09	-0,15	-0,78%	17:57:36
Jus d'orange	Mai 2022	141,68	+2,98	+2,15%	18:59:59
Bétail	Avr 2022	140,35	+3,05	+2,22%	19:04:55
Porc	Avr 2022	102,18	-0,55	-0,54%	19:04:53
Bovins d'engraissement	Mar 2022	155,84	+4,19	+2,76%	19:05:08
Bois de construction	Mar 2022	1.410,00	+20,00	+1,42%	18:48:34
Avoine		645,70	-8,30	-1,27%	19:18:31

VIATIQUE DU CONQUERANT9

« L'EFFICACITE NE S'ENSEIGNE PAS ; ELLE S'APPREND »

De mes recherches en LEADERSHIP PERSONNEL je retiens que, des 7 principes essentiels et non négociables du LEADERSHIP PERSONNEL, le premier reste et demeure l'APPRENTISSAGE.

Pour construire son leadership personnel, le dirigeant doit accepter APPRENDRE.

C'est donc une démarche permanente de remise en cause, un processus de recyclage permanent, une auto-critique permanente.

Dans l'histoire du management, il est paru dans la Harvard Business Review l'article « **LES VRAIS MANAGERS NE DIRIGENT PAS AVEC DES POLITIQUES, ILS TIRENT PARTI DES SITUATIONS ET DES CIRCONSTANCES ».**

Selon DUVAL ET MICHAUD, l'auteur de cet article présente le rôle du DIRIGEANT en termes d'influence. Or l'expert du LEADERSHIP en AMERIQUE nous enseigne que le Leadership c'est l'Influence ni plus ni moins. Il va sans dire que le Dirigeant dans sa forme illuminée n'est que le LEADER.

Pour aller un peu plus loin nous pourrions donc affirmer que le leadership est la Lumière qui éclaire tout dirigeant soucieux d'accroître son efficacité. Dès lors que cette lumière s'intensifie le niveau d'efficacité s'en trouve impacté.

En effet l'efficacité constitue l'un des grands défis de tout dirigeant.

S'il est des choses à apprendre, l'EFFICACITE en est l'une des plus importantes.

QU'EST-CE DONC QUE L'EFFICACITE ?

Répondre à cette question nous amène à d'abord dire ce que l'efficacité n'est pas.

L'efficacité n'est pas un acharnement au travail. L'efficacité n'est pas un déploiement d'efforts intenses au point de se vider de toute son énergie. Faire tout ce que vous vous sentez capable de faire ne fait pas de vous un dirigeant efficace. Les experts disent que l'efficacité c'est atteindre les objectifs. Ce sont donc les résultats qu'affiche le dirigeant qui témoignent de son efficacité.

QUELS SONT ALORS LES SIGNES DISTINCTIFS DU DIRIGEANT EFFICACE ?

Dans ses études Drucker P. énumère 5 habitudes de travail qui sont des critères objectifs d'efficacité :

- Savoir ce qu'on fait de son temps
- Se concentrer sur les résultats
- Construire sur du solide
- Avoir l'esprit de l'essentiel
- Prendre des décisions efficaces

Aussi devons-nous ajouter qu'il y a un état d'esprit caractéristique des dirigeants efficaces.

- Le tout premier élément se rapporte à la connaissance de soi. Les dirigeants efficaces sont résolument engagés sur l'itinéraire de la connaissance de soi afin d'améliorer leur confiance en soi et relever de grands défis.
- Les dirigeants efficaces sont ordonnés dans leur tête, dans leurs approches et ils travaillent énormément. C'est fondamental de noter que ce sont des personnes qui débordent d'énergie et orientent positivement leur énergie. Ils ne font pas des efforts en pure perte.
- Les dirigeants efficaces ont un sens très développé du travail en équipe. Ce sont des personnes qui savent s'entourer. Ayant une conscience très claire de ce que l'équipe divise les efforts et multiplie les résultats, ils sont résolument engagés à rechercher de meilleurs coéquipiers.
- Ce sont des personnes qui sont à l'aise avec eux-mêmes. Quoi de plus important pour un dirigeant qui veut conduire une grande équipe ?

L'efficacité demeure une quête permanente pour un dirigeant soucieux de hisser son organisation. Elle tire sa source de plusieurs facteurs qu'il est utile d'explorer aux fins de rester dans une démarche gagnante.

Serge HOUNDJAHOUE
Coach & Consultant en Développement
Du Leadership.
Phone : 97-96-63-87

HOROSCOPE finance

Bélier Bien soutenu par Jupiter en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées d'argent conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Taureau Mercure sera là. On pourra entendre chanter les tiroirs-caisses, car cette planète apporte très souvent la lucidité en matière financière. Ce sera donc le moment de demander une prime quelconque, de prospecter de nouveaux clients ou de revoir vos placements. De toute façon, la journée sera faste pour votre portefeuille et votre compte en banque.

Gémeaux Subissant l'influence du turbulent Mars, vous aurez tendance à prendre de gros risques financiers. Mais la chance ne sera pas avec vous. Si vous voulez brasser de grosses sommes d'argent sans danger, jouez plutôt au Monopoly !

Cancer Profitez de cette journée faste pour vous attaquer à des problèmes matériels importants, surtout si vous souhaitez effectuer des placements à long terme. Mais ne relâchez pas votre prudence d'usage.

Lion On dirait que tout vous vient aujourd'hui sur un plateau d'argent ! Mais ne vous croyez pas obligé de dépenser tout ce que la chance vous aura fait gagner. Offrez-vous une sortie en compagnie de l'être aimé.

Vierge C'est plus par votre magnétisme attractif et vos relations amicales ou sentimentales que vous bénéficierez des bonnes influences planétaires. Celles-ci joueront dans le monde des affaires et de la finance, où vous ne risquez nullement de vous laisser gruger.

Balance Sous l'emprise de Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure significative. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain que ce ne sera pas vous.

Scorpion Voilà une journée très favorable à la finance dans le sens de l'économie. Mais les influx de Saturne vous conseilleront de ne pas spéculer : vous y perdriez des fonds qui viendront à point plus tard.

Sagittaire Vous devrez être très prudent en ce qui concerne vos finances ; ne plaisantez pas sur ce sujet et surtout ne contractez pas de dettes. De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitiez.

Capricorne Un remarquable courant de chance influera sur vos affaires matérielles. Ce sera le moment de saisir sans hésiter les bonnes occasions qui s'offriront à vous. Vous attirerez aussi des sympathies agissantes, ce qui vous permettra d'accéder tout naturellement à la réalisation de vos objectifs.

Verseau Les finances seront protégées, et votre situation matérielle ira en s'améliorant si vous acceptez de reconnaître vos erreurs passées. Ne vous acharnez pas sur des projets fumeux dans l'espoir de récupérer votre mise.

Poissons Bonne journée pour envisager de nouveaux modes de placements ou pour modifier, éventuellement, votre portefeuille d'actions. Si vous devez effectuer une opération immobilière, vous serez très favorisé.

L'économiste du Bénin
Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication ''CHEZ VOUS''
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)
Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs
Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUESSOU
(96 92 43 46)
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon
Romuald NOUDEDJI
(Correspondant Mono-Couffo)
Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Noël Y. TETEGOU
(Br. Borgou/Alibori)
Jules Daniel Mahuto
(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:
Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Crespin N'SODAI
(96564330)

2ème édition du Tremplin Startup Uemoa

Les 05 lauréats du Prix d'Excellence connus, le Bénin absent

La 2ème édition du concours « Tremplin Start-Up Uemoa » dont la phase de dépôt de candidature a été ouverte au dernier trimestre 2021, vient de livrer la liste des cinq (05) lauréats au niveau régional. La cérémonie des prix s'ouvre ce 15 mars 2022, avec la Côte d'Ivoire et devra se refermer sur le Sénégal le 15 avril 2022. Dans la catégorie Prix d'Excellence, cinq (05) prix ont été mis en jeu pour les meilleurs projets du classement de la sélection régionale. Il est par ailleurs prévu vingt-quatre (24) prix d'encouragement, à raison de trois (03) par Etat membre de l'Union pour encourager l'effort des autres startups qui se sont aussi illustrées ; sans oublier des primes à attribuer aux structures de promotion accompagnant les start-up. Selon le comité d'organisation qui renseigne que la liste des trois lauréats au niveau national est disponible auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie, chaque structure d'accompagnement recevra une prime d'excellence d'un montant de deux millions (2 000 000) FCFA.

Zoom sur les entreprises lauréates

ENERGIEAUX – PRIX DIAMANT

La startup ENERGIAUX a été lancée en 2019 par NADJAGOU Lalle Yentaguime, avec pour mission d'offrir des solutions innovantes aux populations rurales. En effet, l'ambition de la startup est de mettre en place des équipements et de la technologie innovante pour faciliter le quotidien des populations essentiellement rurales que ce soit dans les travaux champêtres ou dans leur l'accès à l'électricité.

AFRICA SMART CITIZEN – PRIX PLATINE

ASC, du promoteur, Mamoudou Elimane KANE, a développé le « collier intelligent », Traqueur-GPS auto-rechargeable, qui permet aux Éleveurs (Extensif) d'éviter le Vol de Bétail via la Géolocalisation des animaux avec un système de détection précoce du vol. La « Bergerie Connectée » qui est un système de détection d'ouvertures (breveté), permettant aux Éleveurs (Intensif) de détecter toute intrusion dans l'enclos (portes, murs et fenêtres) grâce à une détection précoce et efficace contre le vol.

AMAZONIA SERVICES – PRIX OR

Amazonia Services est une entreprise individuelle qui évolue dans la transformation agroalimentaire. Elle est promue par OUEDRAOGO Oumou. Amazonia services à mis en place son produit innovant qu'est le poulet fumé et séché à l'aide de l'utilisation du charbon bioécologique pour apporter une réponse à la conservation dans le temps, de la facilitation de transport des volailles sur de grandes distances et de la préservation de la santé des consommateurs.

AYWAJIEUNE SAS – PRIX ARGENT

Aywajieun créé par Malick BIRANE, a développé la première plateforme sénégalaise en ligne de référencement et de distribution de produits halieutiques, qui permet aux pêcheurs de limiter les risques d'invendus en facilitant l'écoulement de leurs produits auprès des consommateurs et restaurants à qui ils proposent un accès facilité aux produits disponibles sur le marché et livré à domicile.

INVESTIV – PRIX BRONZE

INVESTIV, du promoteur, Karim Aboubakar, est une entreprise spécialisée dans le conseil en matière d'agriculture de précision. Elle propose à ses clients des solutions techniques et innovantes alliant productivité, et gain de temps. Ces solutions leur permettent de réduire, les pertes liées aux problèmes phytosanitaires, de connaître avec précision l'état et les dimensions de leurs terres, puis, de suivre l'évolution de leurs activités agricoles.

Il est à rappeler que la deuxième édition de l'Initiative « Tremplin Start-Up UEMOA » est placé sous le thème « L'économie numérique dans l'agro-industrie ». En collaboration avec les Chambres Consulaires nationales, un concours a été organisé au niveau des 8 Etats membres à l'issue duquel les dix (10) meilleurs projets nationaux de startups ont été sélectionnés, puis soumis à une compétition régionale.

LISTE DES 5 LAUREATS DE LA COMPETITION AU NIVEAU REGIONAL – PRIX ET PRIMES D'EXCELLENCE

NOM STARTUP	PROMOTEUR	TYPE DE PRIX	STRUCTURE D'ACCOMPAGNEMENT	PAYS	Montant du Prix
ENERGIEAUX	NADJAGOU Lalle Yentaguime	Premier Prix d'Excellence – Prix DIAMANT	INNOV'UP	TOGO	14 000 000 FCFA
AFRICA SMART CITIZEN	KANE Mamadou Elimane	Deuxième Prix d'Excellence - PRIX PLATINE	DER F/J Délégation à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes	SENEGAL	13 000 000 FCFA
AMAZONIA SERVICES	OUEDRAOGO Oumou	Troisième Prix d'Excellence – Prix OR	Afrique Conseil Expertise	BURKINA FASO	12 000 000 FCFA
AYWAJIEUNE SAS	BIRANE Malick	Quatrième Prix d'Excellence – Prix ARGENT	KOF EXPERTS	SENEGAL	11 000 000 FCFA
INVESTIV	KARIM Aboubacar Sidik	Cinquième Prix d'Excellence – PRIX BRONZE	CGECI	COTE D'IVOIRE	10 000 000 FCFA

Meilleurs pays africains en droits humains

Le Bénin 16ème en matière d'égalité économique homme-femme

D'après l'indice WBL de la Banque mondiale, en 2021, près de 2,4 milliards de femmes ne possédaient toujours pas les mêmes droits économiques que les hommes dans le monde. En Afrique, bien qu'aucun pays n'ait atteint la parité parfaite, de nombreux efforts se poursuivent dans le domaine.

En 2021, l'Afrique a enregistré avec le Moyen-Orient la plus forte amélioration en matière d'égalité économique homme-femme. C'est ce qui ressort de l'édition 2022 du rapport « Women, Business and Law » (WBL) publié par la Banque mondiale.

Le rapport qui évalue les performances de 190 pays dans le monde en matière d'adoption de réformes destinées à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes indique que ces deux régions ont progressé dans le domaine. Sur le continent, plusieurs pays parmi les 54 pris en compte ont vu leurs scores globaux dans l'indice WBL grimper. En Afrique subsaharienne par exemple, le Gabon a vu son score passer de 57,5 en 2020 à 82,5 en 2021, le score de 100 traduisant une parité parfaite au regard de la loi. Cette performance qui fait du pays d'Afrique centrale celui ayant adopté le plus de réformes dans le monde, l'année dernière, est due à la réforme complète de son code civil et à la promulgation d'une loi visant à éliminer la violence à l'égard des femmes. D'après la Banque mondiale, ces mesures ont entraîné des réformes importantes dans cinq des neuf indicateurs sur lesquels se base le rapport. « Ces modifications ont donné aux femmes les mêmes droits que les hommes pour choisir leur lieu de résidence, obtenir un emploi sans l'autorisation de leur mari, et elles ont supprimé l'obligation pour les femmes d'obéir à leur époux et leur permettent d'être chefs de famille au même titre que les hommes », indique l'institution de Bretton Woods.

En dehors du Gabon, on note les efforts réalisés par le Bénin qui a supprimé les restrictions à l'emploi des femmes dans le secteur de la construction, l'Angola qui a adopté une loi criminalisant le harcèlement sexuel au travail. Tout à l'opposé du Togo qui a promulgué une nouvelle loi qui n'interdit plus le licenciement des salariées enceintes. En Afrique du Nord, région considérée comme l'une des plus inégalitaires du monde pour les femmes, on note également des progrès importants. Ainsi, l'Egypte a adopté une législation protégeant les femmes contre les violences domestiques, et a facilité leur accès au crédit en interdisant la discrimination fondée sur le sexe dans les services financiers.

Un long chemin encore à parcourir

Malgré ces efforts, le rapport indique que les pays africains ont encore beaucoup de marges en ce qui concerne la mise en place de sociétés totalement égalitaires. Dans le monde, 12 pays ont atteint le score parfait de 100, montrant qu'ils ont atteint la parité légale entre les sexes, mais aucun Etat africain n'en fait partie. Cependant, 17 pays du continent ont des scores supérieurs ou égaux à 80, 14 autres ont des scores compris entre 70 et 79, puis 17 autres ont des scores compris entre 50 et 69. Une situation qui traduit une amélioration lente, mais certaine dans le domaine. Pour rappel, l'indice WBL (les femmes, l'entreprise et le droit) mesure les lois et réglementations de 190 pays dans huit domaines ayant un impact sur la participation économique des femmes : mobilité, travail, rémunération, mariage, parentalité, entrepreneuriat, actifs et retraite.

Source externe

Classement des meilleurs pays africains en matière d'égalité économique pour les femmes en 2021

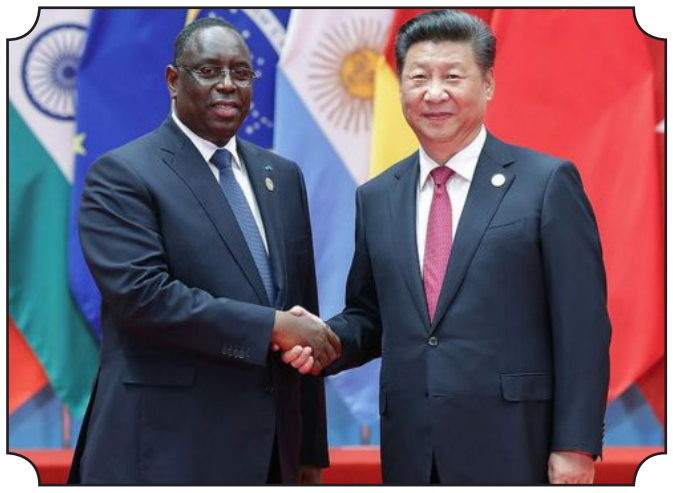
Rang africain	Economie	Score WBL (sur 100)
1er	Maurice	89.4
2e	Afrique du Sud	88.1
3e	Zimbabwe	86.9
4e	Cap-Vert	86.3
4e ex	Namibie	86.3
6e	Rwanda	83.8
7e	Côte d'Ivoire	83.1
7e ex	São Tomé-et-Principe	83.1
9e	Burkina Faso	82.5
9e ex	Gabon	82.5
9e ex	Mozambique	82.5
12e	Togo	81.9
13e	Liberia	81.3
13e ex	Tanzanie	81.3
13e ex	Zambie	81.3
16e	Bénin	80.6
16e ex	Kenya	80.6
18e	Angola	79.4
19e	RDC	78.8
20e	Lesotho	78.1
21e	Malawi	77.5
22e	Centrafrique	76.9
22e ex	Ethiopie	76.9
24e	Burundi	76.3
24e ex	Seychelles	76.3
26e	Maroc	75.6
27e	Ghana	75.0
28e	Guinée	73.8
29e	Ouganda	73.1
30e	Sierra Leone	72.5
31e	Madagascar	71.9
32e	Erythrée	69.4
32e ex	Gambie	69.4
34e	Djibouti	68.1
35e	Soudan du Sud	67.5
36e	Sénégal	66.9
37e	Tchad	66.3
38e	Comores	65.0
39e	Tunisie	64.4
40e	Botswana	63.8
41e	Nigeria	63.1
42e	Mali	60.6
43e	Cameroun	60.0
44e	Algérie	57.5
45e	Niger	56.9
46e	Guinée équatoriale	51.9
47e	Egypte	50.6
48e	Libye	50.0
49e	Congo	49.4
50e	Mauritanie	48.1
51e	Somalie	46.9
52e	Eswatini	46.3
53e	Guinée-Bissau	42.5
54e	Soudan	29.4

Créances de la chine

La dette des pays africains s'élève à 160 milliards USD

Endettés jusqu'au cou à l'externe et à l'interne et ne sachant à quel saint se vouer pour rembourser près de 160 milliards US à la Chine, bon nombre de gouvernements africains seraient prêts à céder les actifs les plus stratégiques de leurs pays à la Chine.

● *Issa SIKITI DA SILVA*



Au Kenya, le port de Mombasa serait déjà dans le viseur de la Chine, qui souhaiterait en arracher sa gestion suite à l'incapacité de ce pays de l'Afrique de l'est à rembourser une dette de près de 5 milliards d'euros qui avait servi à financer la construction de deux tronçons de la ligne ferroviaire entre Nairobi et Mombasa.

En dépit des démentis répétés du gouvernement kényan, les travailleurs de cet important port africain continuent d'exprimer leur inquiétude face à un éventuel basculement de la gestion aux mains des Chinois, que beaucoup ici qualifient de « méchants ».

En RDC, depuis 2007 plus de la moitié des mines du pays sont exploitées par les compagnies chinoises en échange d'un prêt de près de 9 milliards US contracté par le gouvernement de Kabila junior auprès de la banque chinoise Exim Bank en vue de permettre aux Chinois de construire les infrastructures de base (hôpitaux, écoles, routes, lignes de chemin de fer, centrales hydroélectriques, universités et centres de santé), qui n'ont jamais vu le jour.

« A l'allure où vont les choses, les gouvernements africains vont finalement vendre ce Continent aux Chinois en échange de ces dettes macabres qui n'ont aucun impact sur les populations », a déclaré Daniel Njoroge, étudiant à l'université.

Saisie de l'aéroport ?

A Kampala, la capitale ougandaise, depuis l'année dernière la population s'inquiète à propos d'une éventuelle saisie par la Chine de l'aéroport international d'Entebbe au cas où le pays ne serait pas en mesure de rembourser le prêt de 207 millions US octroyé en 2015 par Exim Bank pour réfectionner cet aéroport.

En Afrique de l'ouest, à défaut de paiement de sa dette de 3,121 milliards US envers la Chine, le Nigeria pourrait devenir la prochaine victime de la « diplomatie de la dette » de la Chine, dont le premier composant est de saisir des biens stratégiques des pays qui peinent à rembourser leur dette.

Mais la Chine a souvent déclaré qu'elle n'avait aucune intention de saisir les actifs des pays africains pour défaut de paiement. Cependant, elle insiste qu'elle n'est pas prête à oublier ou à sacrifier ces créances.

Fin 2020, les pays africains dont la dette envers la Chine était très élevée étaient : l'Angola (25 milliards US), l'Éthiopie (13,5 milliards US), la Zambie (7,4 milliards US), le Congo-Brazzaville (7,3 milliards US) et le Soudan (6,4 milliards US).

Réunion de la CCR-Uemoa

Priorité aux activités du Plan d'actions 2022

L'exercice 2021 clos, la Chambre Consulaire Régionale (CCR-Uemoa) a tenu, mardi 15 mars 2022, sa première réunion de Bureau, élargie aux Présidents des Commissions Techniques et ad'hoc de l'année 2022. Déroulée en mode virtuel, cette rencontre s'est focalisée sur le plan d'actions 2022 de l'institution qui rêve grand pour le secteur privé sous régional.

● *Sylvestre TCHOMAKOU*

● *Daouda Coulibaly, Président de la CCR-Uemoa*

Si malgré la pandémie du coronavirus, la Chambre Consulaire Régionale (CCR-Uemoa) a accompli nombre de réalisations en 2021, Daouda Coulibaly rêve de bien plus meilleure performance en 2022. C'est dans ce dessein qu'au cours de la première réunion de Bureau, élargie aux Présidents des Commissions Techniques et ad'hoc de l'année 2022, les membres du Bureau de l'institution ont procédé, d'une part, à la planification des activités du Plan d'Actions 2022. D'autre part, cette rencontre a permis aux élus consulaires régionaux de valider le document de projet pour la mobilisation de ressources additionnelles en vue de la réalisation des objectifs de la mandature 2021-2024 et de définir les objectifs à atteindre pour l'année 2022. Selon le bureau de la CCR-Uemoa, cette réunion fait suite à la séance de travail que le Président Daouda Coulibaly a eu avec le personnel des Services Administratifs de la CCR-UEMOA, les 1er et 2 mars 2022 à Lomé, pour dégager les priorités de l'année et programmer les activités en fonction des moyens financiers disponibles. De la sorte, la CCR-Uemoa s'active à davantage impacter le secteur privé communautaire pour un mieux-être des populations ouest-africaines.

Gouvernance locale

L'ANC de l'Italie en visite au Bénin

(Fruit des efforts de l'ONG ACTION Plus)

Une délégation conduite par ZANETTA Ignazio Stefano, Adjoint au maire de la ville de Borgomanéro et Vice-Président de l'Association Nationale des Communes de l'Italie chargée de la coopération est au Bénin. Une rencontre d'échanges avec le maire de Ouidah s'est tenue ce mardi 15 mars 2022 en vue de la signature d'un partenariat.

● *Falco VIGNON*

Grâce à la proactivité de l'ONG ACTION Plus, la délégation conduite par ZANETTA Ignazio Stefano, Adjoint au maire de la ville de Borgomanéro et Vice-Président de l'Association Nationale des Communes de l'Italie chargée de la coopération a eu des échanges fructueux avec le conseil communal de Ouidah. Plusieurs sujets de développement local ont meublé les échanges. Il s'agit, entre autres, de l'organisation des campagnes de sensibilisation sur les ressources naturelles, la formation sur les principes et techniques agro écologiques etc. Dans son mot de bienvenue, le Maire de Ouidah, HOUETCHENOU Christian a indiqué : « Nous sommes très heureux et votre visite va nous permettre de marquer un nouveau pas dans ce partenariat. Je reste convaincu qu'au cours de cette discussion nous trouverons les points communs pour faire de ce partenariat un partenariat gagnant-gagnant ». A cette occasion, le chef de la délégation explique que la ville de Borgomanero fait des actions déjà avec la mairie d'Adjohoun avec la collaboration de l'Ong ACTION Plus et souhaite qu'il en soit ainsi avec celle de Ouidah. Les deux parties signent ce vendredi 18 mars 2022 un partenariat d'amitié. Il faut rappeler que les objectifs, selon le Directeur Exécutif de l'ONG ACTION Plus, sont : améliorer la gouvernance locale grâce à une collaboration entre associations représentatives des intérêts des municipalités ; promouvoir la protection des ressources naturelles de la population ; Soutenir le développement d'activités agricoles Rentables.

Guerre en Ukraine

La BBC évoque les dessous de la fortune de Roman Abramovitch

La fortune du milliardaire Roman Abramovitch n'est pas une mine d'or que pour lui, mais aussi pour les journalistes qui enquêtent sur les origines de ces fonds, notamment pour ceux de la BBC, qui s'en donnent à cœur joie ces derniers jours. En fouillant dans les entrailles de l'administration russe, ceux-ci ont mis en lumière deux affaires particulièrement gênantes pour le toujours propriétaire de Chelsea avec, à chaque fois, des péripéties dignes des plus grands films de mafia. Préparez le pop-corn, on se charge du reste.

La compagnie pétrolière, Boris Eltsine et la sextape

Selon des documents confidentiels que se sont procurés nos confrères britanniques, Roman Abramovitch aurait versé des pots-de-vin à un membre du Kremlin en 1995 afin de mettre le grappin, via une vente aux enchères truquée, sur Sibneft, une compagnie pétrolière jusque-là détenue par l'Etat russe. Achetée 250 millions de dollars, cette compagnie sera revendue dix ans plus tard au Kremlin, désormais sous la direction de Vladimir Poutine, pour la modique somme de… 13 milliards de dollars. C'est ce qu'on appelle une petite plus-value sympathique. Sous le coup d'une enquête parlementaire en 1997, l'actuel propriétaire des Blues recevra le soutien du président de l'époque, Boris Eltsine, qui renverra le procureur général en charge du dossier, Yuri Skuratov, surpris en flagrant délit de coucherie dans une sextape tombée entre les mains de ses adversaires. Skuratov parlera alors d'un coup monté pour le discréditer lui et son enquête.

Un concurrent chinois d'Abramovitch kidnappé à Moscou

Plus tard, en 2002, Roman Abramovitch s'emparera une nouvelle fois d'une compagnie pétrolière, après le kidnapping d'un concurrent à l'aéroport de Moscou. En effet, alors qu'il avait l'intention de racheter Slavneft, le désormais milliardaire dût faire face à une sévère concurrence chinoise, la compagnie CNPC ayant prévu de poser sur la table le double de ce qu'Abramovitch et ses partenaires proposaient.

20 minutes du 15 mars 2022

EXPO
ART DU BÉNIN
D'HIER ET
D'AUJOURD'HUI

20.02 > 22.05 2022
PALAIS DE LA MARINA

Art du Bénin
D'HIER ET D'AUJOURD'HUI :
DE LA RESTITUTION À LA RÉVÉLATION
Trésors royaux du Bénin - Art contemporain du Bénin

Programmation hors les murs : Rencontres, projections-débats, performances artistiques, visites d'ateliers d'artistes. Plus d'informations sur **www.expoartdubenin.bj**

PRÉSIDENCE
DE LA RÉPUBLIQUE
DU BÉNIN